

# La lettre de Fabienne Keller Sénateur du Bas-Rhin

proximité action écoute partage efficacité



numéro 7 - janvier 2008

## Bonne et heureuse année 2008 !

Soyons solidaires avec le futur. C'est avec ce joli slogan que je souhaite commencer avec vous cette nouvelle année. Que 2008 nous apporte le courage de conduire à terme les réformes dont notre pays a besoin, tout en affirmant une véritable exemplarité en matière de respect de l'environnement. Ecologie et économie ne sont pas incompatibles. 2008 sera aussi, avec la Présidence Française de l'Union au second semestre, l'opportunité formidable de mettre en valeur Strasbourg l'Européenne.

*Fabienne Keller*

## Une bande dessinée contre la discrimination

A l'issue de la conférence de clôture de l'année européenne de l'égalité des chances le 17 décembre, j'ai invité au Sénat les responsables de "L'autre Cercle" afin de faire la promotion de l'excellente bande dessinée "Pressions et impressions". Initiée par la section alsacienne de l'association, cette bande dessinée signée Didier Eberlé est un excellent outil, à la fois ludique, novateur et pertinent, pour parler sans tabou de l'homophobie dans le monde de l'entreprise.

Pour tout contact : [communication@autrecercle.org](mailto:communication@autrecercle.org).

## Non au tourisme à la pompe

A mon initiative, la délégation pour l'Union européenne du Sénat s'est saisie de la proposition de directive "gazole". J'ai stigmatisé le différentiel de fiscalité avec certains pays limitrophes. Un écart de dix centimes par litre suffit à inciter les transporteurs routiers à pratiquer un tourisme à la pompe généralisé. Un camion peut très bien traverser notre territoire sans faire le plein. Passent encore les pertes de recettes fiscales et les distorsions de concurrence. Mais je n'accepte pas l'impact écologique très négatif et la mauvaise application du principe pollueur payeur. La directive gazole va dans le bon sens en posant les bases d'une harmonisation plus étroite. Mais au nom d'une logique de compromis, elle maintient provisoirement un système généralisé de dérogations qui pourrait la vider de son sens. ❀

## Ça grince pour les éoliennes

Rien que dans le Bas-Rhin, six projets éoliens sont en construction ou en chantier. Tous sont situés sur la crête des Vosges et bénéficient naturellement de bonnes conditions de vent. Tous connaissent de sérieux obstacles du fait de recours contentieux divers et variés. L'administration elle-même vient parfois alimenter une certaine crispation à l'égard de l'éolien. Pourtant, toute notre politique énergétique est fondée sur des objectifs ambitieux en matière de production d'énergie sans émission de CO2. L'Union européenne vient de doter la France d'un objectif de 23 % d'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique. Pour l'électricité, il y a l'énergie nucléaire. Mais les énergies renouvelables peuvent constituer un appoint important et parmi celles-ci, l'énergie éolienne est celle qui présente le plus de potentiel de développement et des perspectives intéressantes de baisse des coûts à court terme. ❀

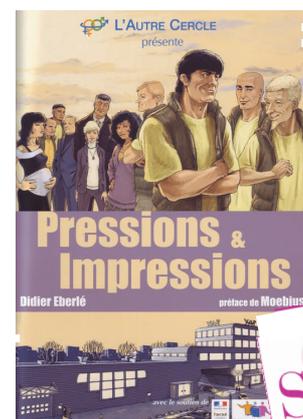


## Ça roule pour le guide du vélo urbain

A Strasbourg plus qu'ailleurs, le vélo est au cœur des déplacements urbains. C'est pourquoi j'ai tenu à accueillir au Sénat les responsables de la Fédération française des usagers de la bicyclette (FUBicy). Le 18 octobre dernier, nous avons ensemble présenté à la presse le "Guide du cycliste urbain" : quarante pages très bien conçues pour promouvoir le partage de l'espace par les différents usagers de la rue, avec de nombreux conseils fort utiles pour aider le cycliste à prendre sa place dans le trafic, anticiper les comportements des autres usagers et les avertir de ce qu'il veut faire. Le guide est en vente sur le site de l'association [www.fubicy.org](http://www.fubicy.org). ❀

## Chèque transport et fiche de paye

Annoncé au second semestre 2006 par le Gouvernement Villepin comme une mesure de pouvoir d'achat, le chèque transport a vite souffert de sa mauvaise articulation avec les dispositifs déjà existants, obligatoires ou volontaires, de financement des transports publics urbains (sur le modèle de la carte orange). Son volet ambigu permettant une compensation de l'augmentation du prix de l'essence pour les particuliers, est venu à contre courant des réflexions sur le nécessaire soutien aux transports collectifs. Au cours de la discussion budgétaire, j'ai proposé de sauver le volet "transports collectifs" en permettant la perception du chèque transport sur le bulletin de salaire, ce qui simplifierait son usage et le rendrait compatible avec les moyens modernes d'abonnement. Mais le Gouvernement s'appête à abandonner définitivement le dispositif. ❀



SÉNAT

## Budget écologie 2008, les silences du Grenelle

Voici les cinq observations et propositions que j'ai effectuées dans le cadre du budget 2008 de l'écologie :

### Transition

L'administration du ministère de l'Écologie vit actuellement une période de transition importante, à la fois budgétaire et humaine, du fait d'un périmètre ministériel sans précédent et de plusieurs expérimentations de réorganisation administrative. Ces profondes réformes ne facilitent pas la lecture du budget mais font du ministère un formidable laboratoire de la réforme de l'État.

### Ambitions

Le budget ne prend en compte que très partiellement les ambitions affichées par le Grenelle de l'environnement, chacun des processus ayant été conduit de manière relativement cloisonnée du fait de la différence de leurs phasages. Le Gouvernement s'est engagé à présenter une loi programme dès le début de l'année 2008 pour intégrer les premiers arbitrages.

### Pas assez d'inspecteurs

Les effectifs d'inspection des directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) sont notoirement insuffisants. C'est un problème que le sinistre AZF avait mis en relief. Le Gouvernement s'était alors engagé à augmenter de 400 postes les effectifs d'inspection. Seuls 206 renforts sont aujourd'hui disponibles.

### Energie et bâtiment

J'ai proposé une révision des conditions d'octroi du crédit d'impôt pour dépenses d'équipement de l'habitation principale en faveur des économies d'énergie. Ce dispositif représente 2,4 milliards d'euros ! Il faut prendre en compte les propriétaires non occupants et adapter le dispositif au logement social.

## Alimenter le fonds Barnier

Le fonds de prévention des risques naturels majeurs, dit fonds Barnier, est dans une situation précaire du fait de l'élargissement progressif de ses missions. Par un amendement adopté en séance, j'ai obtenu un doublement des ressources de ce fonds qui permet de financer les travaux de prévention des sinistres liés aux inondations, éboulements ou autres risques naturels majeurs. J'ai demandé au Gouvernement de préciser sa vision sur la nécessaire réforme du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles.

## Déchets : appliquer le principe de responsabilité élargie du producteur

Mon collègue Dominique Braye et moi-même avons défendu dans le cadre du collectif budgétaire **une série d'amendements "déchets" pour développer de nouvelles filières de tri et de recyclage**. J'ai plus particulièrement insisté sur les déchets organiques. La valorisation du compost est aujourd'hui le parent pauvre de la gestion des déchets. Pourtant, 30 à 50 % de nos déchets sont compostables ou méthanisables et le tiers de nos sols agricoles est en carence de matière organique. Nos amendements étaient destinés à faire réagir le Gouvernement alors que la question des déchets fait justement partie des dossiers sensibles du Grenelle Environnement, pour lesquels aucun consensus n'a pu être trouvé. Nous avons reçu l'engagement de la présentation d'un texte législatif avant la fin de l'année 2008. ✿



## Écologique la taxe poissons ?

Il y avait dans le collectif budgétaire cette curieuse taxe sur la consommation de poissons. Présenté comme une écotaxe destinée à contribuer à la préservation de la ressource halieutique, le dispositif a en vérité vocation à venir en aide aux pêcheurs qui ont du mal à faire face à l'augmentation du coût du gazole. Passons sur la supposée finalité écologique, très contestable. En revanche, j'ai milité activement pour déplacer le curseur du prélèvement le plus en aval de la filière, au niveau de la grande distribution, avec des taux progressifs en fonction du chiffre d'affaires et même une exonération pour les petits poissonniers. ✿



## Bienvenue à Delphine Besson



Aurélien Baudu a été nommé enseignant en droit public à Pau et Delphine Besson a rejoint mon équipe parlementaire. Diplômée de Science-Po Toulouse et de l'Université de Panthéon-Sorbonne, elle a participé à plusieurs campagnes électorales, travaillé pour le service communication d'une collectivité locale et acquis une expérience très instructive au sein d'un cabinet ministériel.

Contact : 01 42 34 39 72. ✿